

N° 464

SÉNAT

TROISIÈME SESSION ORDINAIRE DE 1984-1985

Annexe au procès-verbal de la séance du 23 juillet 1985.

RAPPORT ⁽¹⁾

FAIT

au nom de la Commission des mixte paritaire (2) chargée de proposer un texte sur le projet de loi relatif à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité.

Par M. André-Georges VOISIN,

Sénateur.

(1) Le même rapport est déposé à l'Assemblée nationale par M. Jacques ROGER-MACHARD, député, sous le numéro 2918.

(2) Cette Commission est composée de : MM. Raymond Forni, député, président ; Edouard Bonnefous, sénateur, vice-président ; Jacques Roger-Machart, député ; André-Georges Voisin, sénateur, rapporteurs. Membres titulaires : MM. Gilbert Bonnemaïson, Georges Labazée, Dominique Frelaut, Pierre-Charles Krieg, Jean-Pierre Soisson, députés ; MM. Maurice Blin, Jacques Descours Desacres, Jean Cluzel, Tony Laruc, Henry Duffaut, sénateurs. Membres suppléants : MM. Pierre Tabanou, René Rouquet, Mme Denise Cacheux, MM. Roger Leborne, Paul Mercieca, Pierre Mauger, Adrien Zeller, députés ; MM. Josy Moinet, René Monory, Geoffroy de Montalembert, Christian Poncelet, René Ballayer, Louis Perrein, Camille Valin, sénateurs.

Voir les numéros :

Sénat : 370, 376 et in-8° 160 (1984-1985).

Assemblée nationale : 2863, 2871 et in-8° 859.

Collectivités locales. — Administration territoriale - Compétences - Conventions - Décentralisation - Dépenses d'équipement - Dépenses de fonctionnement - Dépenses de personnel - Dépenses publiques - Départements - Dotation générale de décentralisation - Dotation globale de fonctionnement - Fonctionnaires et agents publics - Fonction publique territoriale - Finances locales - Etat - Immeubles - Indemniés - Préfets - Préfectures - Régions - Rémunérations - Saint-Pierre-et-Miquelon - Services extérieurs de l'Etat - Statut général des fonctionnaires - Transferts de charges.

Mesdames, Messieurs,

La Commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la prise en charge par l'État, les départements et les régions des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité, s'est réunie au Palais Bourbon le 23 juillet 1985.

Procédant à la nomination de son bureau, la Commission a désigné M. Raymond Forni, Député, président, et M. Édouard Bonnefous, Sénateur, vice-président. Elle a ensuite élu M. Jacques Roger-Machart, rapporteur pour l'Assemblée Nationale, et M. André-Georges Voisin, rapporteur pour le Sénat.

Ayant rappelé que le Sénat avait rejeté le texte en première lecture et que l'Assemblée Nationale avait repris la plupart des amendements proposés par la Commission des finances du Sénat et adoptés par celui-ci au cours de l'examen des articles, M. Raymond FORNI a souhaité connaître la position du rapporteur pour le Sénat sur le texte issu des délibérations de l'Assemblée Nationale.

M. André-Georges Voisin ayant tout d'abord souligné la portée financière des dispositions du texte, a estimé que les principales divergences résidaient dans les articles 16 et 20 du projet de loi, relatifs respectivement à l'évaluation conventionnelle des dépenses de fonctionnement — autres que celles afférentes aux personnels — de matériels, de réparation et d'entretien des immeubles affectés aux services préfectoraux (art. 16), et à la constatation par l'État des dépenses d'équipement immobiliers réalisées par les départements et les régions pour les services préfectoraux au cours des dix dernières années, la compensation financière du transfert de ces immeubles à l'État devant résulter d'un prélèvement effectué au niveau national dans des conditions définies par décret en Conseil d'État (art. 20). Quant aux autres articles du projet de loi, le rapporteur pour le Sénat a estimé possible de se rallier au texte de l'Assemblée Nationale.

Il a toutefois attiré l'attention de la Commission sur les dépenses que devraient supporter les collectivités locales du fait de la prise en charge par les centres de gestion des agents ayant opté pour la fonction publique d'État et pour lesquels l'intégration serait retardée du fait de l'absence d'emplois vacants.

M. Jacques Roger-Marchart a exprimé le souhait que la Commission mixte paritaire parvienne à un accord sur l'ensemble des dispositions du projet de loi, dont il a souligné le caractère essentiellement technique. Il a rappelé que l'Assemblée Nationale avait, à l'initiative de sa Commission des Lois, adopté un grand nombre d'amendements tendant à introduire dans le texte les modifications que le Sénat avait retenues au cours de la discussion du texte avant de rejeter l'ensemble du projet de loi. Du fait de ce souci de conciliation, et de la volonté exprimée par M. André-Georges Voisin de parvenir à un accord, il a souhaité que les dispositions des articles 16 et 20 du projet de loi ne constituent pas une source de désaccord au sein de la Commission.

Sur la proposition des deux rapporteurs, la Commission a décidé d'examiner en premier lieu les articles 16 et 20 du projet de loi.

A l'article 16, M. André-Georges VOISIN a soumis à la Commission un amendement ayant pour objet de compléter l'article par une disposition tendant à prendre en considération, pour l'évaluation des dépenses supportées par les départements pour le compte des services préfectoraux, l'incidence de la taxe à la valeur ajoutée, qui fait l'objet d'un remboursement différé aux collectivités locales. Il a rappelé que, lors de la discussion du même amendement en première lecture au Sénat, le Gouvernement s'en était remis à la sagesse de cette Assemblée. Après les observations de MM. Edouard Bonnefous, Raymond Forni et Jacques Roger-Machart, la Commission a adopté cet amendement.

A l'article 20, M. André-Georges Voisin a présenté un amendement tendant à déduire du prélèvement sur la dotation générale de décentralisation les charges d'emprunts afférentes aux constructions financées par les départements et régions au profit des services préfectoraux. Le rapporteur pour le Sénat a réaffirmé son hostilité aux dispositions de l'article 20 qui prévoient une péréquation entre les départements au lieu d'une évaluation dans le cadre de chacun d'eux, et souhaité que ne soient pas pénalisés les départements qui avaient fait un important effort d'équipement immobilier en faveur de l'État.

M. Jacques Roger-Machart a rappelé les raisons pour lesquelles cette disposition ne pouvait être retenue, qui tiennent en particulier à la globalisation des emprunts dans les comptes administratifs, au souci de ne pas pénaliser les départements ayant financé ces constructions sans recourir à l'emprunt, enfin au principe, constam-

ment appliqué, selon lequel la collectivité publique propriétaire de l'immeuble mis à disposition d'une autre collectivité assure les annuités d'emprunt afférentes à celui-ci. Il a par ailleurs cité les propos tenus par le Gouvernement devant l'Assemblée Nationale, selon lesquels la répartition du prélèvement entre les collectivités locales serait effectuée « *en fonction des critères objectifs, notamment de l'importance et de la richesse de chacune d'elles, mais aussi en tenant compte de l'effort d'investissement qu'elles ont pu faire* » (1).

Il a enfin rappelé, comme M. Raymond FORNI, que l'amendement proposé par M. André-Georges VOISIN se heurtait à l'irrecevabilité prévue par l'article 40 de la Constitution.

Compte tenu de ces observations, M. André-Georges VOISIN a retiré son amendement, tout en rappelant son hostilité à la péréquation résultant des dispositions de l'article 20.

La Commission a donc adopté, à la majorité, l'article 20 dans le texte de l'Assemblée Nationale.

Les autres articles du projet de loi ont ensuite été adoptés sans modification.

La Commission mixte paritaire a cependant observé que les délais prévus notamment par les articles 3 et 16 du projet de loi pour procéder aux évaluations avaient été conçus dans la perspective d'une promulgation de la loi au début du mois de juillet 1985, et qu'en conséquence le report au mois d'octobre de l'adoption définitive du texte devrait entraîner une modification de ces délais. La Commission a donc retenu le principe selon lequel ces délais pourraient être raccourcis par voie d'amendement au texte de la Commission mixte paritaire lors de sa discussion au sein des deux assemblées.

Sous le bénéfice de ces observations, *la Commission mixte paritaire est parvenue pour l'ensemble des dispositions soumises à ses délibérations à l'élaboration d'un texte commun, qu'elle vous propose en conséquence d'adopter.*

(1) J.O. Débats Assemblée Nationale 1^{re} séance du 29 juin 1985 p. 2257 et 2258.

**TEXTE ADOPTÉ PAR LA COMMISSION
MIXTE PARITAIRE**

**Article premier.
(Texte de l'Assemblée Nationale)**

L'État, le département et la région supportent, chacun en ce qui le concerne, les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité.

**TITRE PREMIER
DISPOSITIONS
RELATIVES AUX DÉPENSES DE PERSONNEL**

**Art. 2.
(Texte de l'Assemblée Nationale)**

A compter du 1^{er} janvier 1986, l'État, les départements et les régions prennent en charge les dépenses de personnel qui correspondent aux emplois ayant fait l'objet du partage prévu par les articles 26 et 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et l'article 21 de la présente loi ainsi que les dépenses de personnel qui, ne se rattachant pas à un de ces emplois, sont relatives aux agents mis à disposition de plein droit conformément aux dispositions de l'article 125 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Cette prise en charge s'effectue au fur et à mesure qu'il est fait droit aux demandes d'option prévues à l'article 122 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée ou que sont constatées les vacances des emplois. Elle porte sur l'ensemble des dépenses antérieurement supportées par la collectivité dont relevaient statutairement les agents concernés y compris les compléments de rémunération versés sous quelque forme que ce soit mentionnés par l'article 111 de cette même loi.

Font également l'objet d'une prise en charge par l'État, au 1^{er} janvier 1986, les compléments de rémunération versés sous quelque forme que ce soit aux agents de l'État en application des dispositions des articles 30 et 77 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée.

Art. 3.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les conventions conclues en application des articles 26 et 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée, assorties des avenants prévus à l'article 21 de la présente loi, sont complétées dans un délai de trois mois à compter de la publication de la présente loi par un état des emplois et des agents mentionnés à l'article 2. Cet état, qui comprend le montant des dépenses correspondant à chaque emploi et les compléments de rémunération mentionnés à l'alinéa 3 de l'article 2, est approuvé par arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

A défaut d'accord dans le délai prescrit, cet état est établi par décret, pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente.

Art. 4.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

A compter du 1^{er} janvier 1986, et dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article 2, l'État, les départements et les régions ne sont plus tenus de remplacer leurs agents mis à disposition de plein droit et affectés sur un emploi figurant sur l'état prévu à l'article 3.

Art. 5.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

La prise en charge directe par l'État, les départements et les régions des dépenses visées aux deuxième et troisième alinéas de l'article 2 de la présente loi donne lieu à compensation financière dans les conditions définies aux articles 6 et 7 ci-dessous.

Art. 6.
(Texte de l'Assemblée Nationale)

Chaque année il est procédé au calcul du montant des dépenses prévues au deuxième alinéa de l'article 2 ci-dessus supportées par l'État, les départements et les régions, correspondant à ceux des emplois figurant sur l'état mentionné à l'article 3 ci-dessus, qui donnent lieu à prise en charge l'année suivante par l'autorité d'emploi des agents antérieurement mis à disposition.

Les dépenses de personnel correspondant aux agents départementaux qui sont mis à disposition de l'État et qui font déjà l'objet du remboursement par l'État ne sont pas prises en compte dans le montant des dépenses.

En outre, en 1986, le montant des dépenses mentionnées au premier alinéa du présent article, inclut les sommes correspondant à la prise en charge par l'État des compléments de rémunération prévus au troisième alinéa de l'article 2.

Ce montant est arrêté par accord entre le représentant de l'État et le président du conseil général ou régional, pour chaque année, avant le 30 avril de l'année précédente et, pour l'année 1986, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la présente loi.

En cas de désaccord, ce montant est fixé par arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation, pris après avis de la chambre régionale des comptes territorialement compétente.

Art. 7.
(Texte de l'Assemblée Nationale)

Sur la base du montant déterminé conformément à l'article 6, il est procédé chaque année, dans les conditions fixées par décret, au calcul du solde résultant de la différence entre le montant des dépenses supportées par l'État et le montant des dépenses supportées par le département ou, le cas échéant, la région, et qui seront transférées, à compter de l'exercice suivant, soit à l'État soit au département ou à la région.

Le solde ainsi déterminé est actualisé dans des conditions fixées par le décret mentionné à l'alinéa précédent.

Lorsque le montant des charges transférées à l'État excède celui des charges transférées au département ou à la région, le montant de la dotation générale de décentralisation, ou, à défaut, le produit des impôts affectés au département et à la région pour compenser les charges nouvelles résultant des transferts de compétences dans les conditions prévues aux articles 94 et 95 de la loi n° 85-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État, est diminué d'un montant égal à celui du solde défini à l'alinéa premier du présent article.

Dans le cas contraire, le montant de la dotation générale de décentralisation versée au département ou à la région est abondé d'un montant égal à celui de ce solde. Pour les départements pour lesquels le montant de la fiscalité transférée excède le montant des charges nouvelles résultant des transferts de compétences, le montant de l'ajustement prévu par l'article 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée est diminué d'un montant égal à ce solde.

La compensation financière réalisée, conformément aux dispositions qui précèdent, entre l'État, d'une part, le département ou la région, d'autre part, fait l'objet, au plus tard dans la loi de finances de la deuxième année suivant l'exercice considéré, d'une régularisation pour tenir compte notamment du nombre réel des vacances effectivement constatées au cours de l'année en cause ainsi que du montant définitif des dépenses correspondant aux emplois pris en charge au titre de la même année.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, la diminution ou l'abondement de la dotation générale de décentralisation, ou l'ajustement réalisé sur le produit de la fiscalité transférée aux départements et aux régions, au titre de la prise en charge des dépenses mentionnées aux deuxième et troisième alinéas de l'article 2 de la présente loi, sont opérés à titre définitif pour les emplois concernés.

Art. 8.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Lorsqu'un agent opte pour le maintien de son statut et sollicite son affectation à un emploi relevant de la fonction publique correspondant à son statut, satisfaction ne peut lui être donnée que par accord préalable de l'État et du département ou de la région.

Il est fait droit à sa demande d'option dans le délai maximal prévu au second alinéa du paragraphe I de l'article 123 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Art. 9.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

S'il y a lieu d'adapter les statuts particuliers régissant les corps de fonctionnaires de l'État dans lesquels les agents des collectivités territoriales mis à disposition de l'État ont vocation à être intégrés, le délai dans lequel il est fait droit à leur demande d'option pour le statut de la fonction publique de l'État est prorogé jusqu'à cette adaptation.

Lorsque les fonctions exercées par ces agents ne correspondent pas aux fonctions afférentes à des emplois d'un corps de la fonction publique de l'État, il peut être procédé, en cas de vacance, au recrutement d'agents contractuels dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État pour assurer ces fonctions.

Art. 10.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

La région est substituée à l'État dans l'obligation de remboursement des charges afférentes aux agents départementaux mis à sa disposition en application de l'article 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée.

La dotation générale de décentralisation de la région est abondée d'un montant égal à celui des crédits affectés par l'État à ce remboursement au cours de l'exercice 1985 et actualisés dans des conditions fixées par décret.

TITRE II
DISPOSITIONS RELATIVES
AUX AUTRES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT
ET AUX DÉPENSES D'ÉQUIPEMENT

Art. 11.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

A compter du 1^{er} janvier 1986, l'État prend en charge les dépenses relatives au fonctionnement de l'administration préfectorale et à l'équipement des préfetures et sous-préfetures dans les conditions définies ci-après.

Art. 12.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

A partir du 1^{er} janvier 1986, les départements et les régions ne sont plus tenus d'assurer les prestations qui leur incombaient du fait des articles 30 et 77 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée pour le fonctionnement de l'administration préfectorale et l'équipement des préfetures et sous-préfetures, et qui font l'objet de la convention prévue à l'article 16 de la présente loi.

Art. 13.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les immeubles ou parties d'immeubles départementaux et régionaux abritant les locaux affectés au fonctionnement de l'administration préfectorale, y compris ceux des sous-préfetures, sont mis à la disposition de l'État à titre gratuit à compter du 1^{er} janvier 1986. L'État prend à sa charge les travaux d'entretien et de grosses réparations incombant au propriétaire. Il possède tous pouvoirs de gestion et, le cas échéant, agit en justice aux lieux et places du propriétaire.

Cette mise à disposition s'étend aux meubles, matériels et véhicules actuellement affectés à l'administration préfectorale. L'État assume l'entretien et le renouvellement de ces biens mobiliers.

L'annexe aux conventions prévues aux articles 26 et 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée décrivant les immeubles ou parties d'immeubles abritant les locaux affectés au fonctionnement de l'administration préfectorale, ainsi que, le cas échéant, les biens meubles, est complétée, en tant que de besoin, dans le délai de trois mois suivant la publication de la présente loi, notamment pour tenir compte de la répartition des locaux résultant du partage des services communs ou mis à disposition.

Art. 14.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

L'État est substitué aux départements et aux régions dans leurs droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par l'État.

Art. 15.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les immeubles ou parties d'immeubles appartenant à l'État et affectés au fonctionnement des services départementaux ou régionaux sont mis à la disposition du département ou de la région à titre gratuit. Le département ou la région prend à sa charge les travaux d'entretien et de grosses réparations incombant au propriétaire. Le département ou la région possède tous pouvoirs de gestion et, le cas échéant, agit en justice aux lieu et place du propriétaire.

Cette mise à disposition s'étend aux meubles, matériels et véhicules actuellement affectés à l'administration départementale ou régionale. La région ou le département assume l'entretien et le renouvellement de ces biens mobiliers.

L'annexe aux conventions prévues aux articles 26 et 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée, décrivant les immeubles ou parties d'immeubles abritant les locaux affectés au fonctionnement de l'administration départementale ou régionale est complétée, en tant que de besoin, dans le délai de trois mois suivant la publication de la présente loi, notamment pour tenir compte de la répartition des locaux résultant du partage des services communs ou mis à disposition.

Art. 15 bis

(Texte de l'Assemblée Nationale)

La région ou le département est substitué à l'État dans ses droits et obligations dans les matières donnant lieu à prise en charge des dépenses par la région ou le département.

Art. 16.

(Texte de la C.M.P.)

Une convention passée entre le représentant de l'État, d'une part, et le président du conseil général ou régional, d'autre part, constate le montant des dépenses antérieurement supportées par le département ou la région pour le fonctionnement de l'administration préfectorale, y compris celles relatives à l'entretien et à l'acquisition de matériels, et, pour la réalisation des travaux d'entretien et de

grosses réparations sur les immeubles ou parties d'immeubles qui lui sont affectés.

Cette convention est passée dans un délai de trois mois suivant la publication de la présente loi. Elle prend effet après approbation par arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

Pour l'évaluation des dépenses mentionnées à l'alinéa premier ci-dessus, il est fait application des règles suivantes :

1° le montant des dépenses de fonctionnement est arrêté sur la base du compte administratif 1985 du département ou de la région ou, pour les quatre départements ayant fait l'objet de la prise en charge expérimentale prévue par l'article 78 de la loi de finances pour 1985 (n° 84-1208 du 29 décembre 1984), sur la base du compte administratif de 1984 actualisé du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements ;

2° le montant des dépenses d'acquisition de matériels et de travaux d'entretien et de grosses réparations des immeubles est calculé par référence aux dépenses actualisées des exercices antérieurs ; à défaut d'accord sur la période de référence, ce montant est égal à la moyenne annuelle des dépenses actualisées des dix dernières années ;

3° l'évaluation prend en compte les conséquences financières des décisions intervenues avant le 31 décembre 1985 qui n'ont pas été traduites en année pleine au cours de l'exercice ;

4° il est tenu compte des décisions d'inscription budgétaire prises après avis des chambres régionales des comptes en application de l'article 52 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée et des jugements des juridictions administratives, dont les effets ne figurent pas dans le compte administratif de l'exercice.

Les conditions dans lesquelles sera prise en compte la taxe à la valeur ajoutée feront l'objet d'un décret en Conseil d'État.

Art. 17

(Texte de l'Assemblée Nationale)

A défaut de convention, un décret, pris après consultation de la chambre régionale des comptes territorialement compétente, constate le montant des dépenses antérieurement supportées par le départe-

ment ou la région pour le fonctionnement de l'administration préfectorale, y compris celles relatives à l'entretien et à l'acquisition des matériels, et pour la réalisation des travaux d'entretien et de grosses réparations sur les immeubles ou parties d'immeubles qui lui sont affectés.

Le montant des dépenses fixé par le décret ne saurait être inférieur au montant des dépenses constatées dans le compte administratif 1983, actualisé du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements des deux exercices suivants.

Art. 18

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le montant des dépenses déterminé dans les conditions prévues aux articles 16 et 17 est actualisé par application du taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement des départements pour 1986.

Art. 19

(Texte de l'Assemblée Nationale)

En contrepartie de la prise en charge directe par l'État des dépenses énumérées aux articles 16 et 17 de la présente loi, le montant de la dotation générale de décentralisation ou, à défaut, le produit des impôts affectés aux départements et aux régions concernés pour compenser les charges nouvelles résultant des transferts de compétences, dans les conditions prévues aux articles 94 et 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée, est diminué d'un montant égal aux sommes nécessaires en 1986 pour le financement des prestations que ces départements et régions fournissaient à ce titre, antérieurement à la prise en charge par l'État de ces frais. Cette diminution du montant de la dotation générale de décentralisation ou du produit de la fiscalité transférée au département est réalisée à titre définitif.

En 1986, les crédits inscrits au budget de l'État pour le financement des dépenses mentionnées aux articles 16 et 17 ci-dessus sont égaux au montant des sommes ainsi prélevées.

Pour les trois années suivantes, ces crédits évoluent comme la dotation globale de fonctionnement des départements.

Art. 20.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Le montant des dépenses d'équipements immobiliers autres que les dépenses qui sont mentionnées aux articles 16 et 17 ci-dessus et qui ont été réalisées par les départements et les régions pour les préfetures et les sous-préfetures au cours des dix dernières années, est constaté par l'État, après avis de la commission consultative sur l'évaluation des charges résultant des transferts de compétences.

Le montant moyen annuel de ces dépenses actualisées en valeur 1986 est prélevé sur la dotation générale de décentralisation des départements et des régions du même exercice. Cette diminution du montant de la dotation générale de décentralisation est réalisée à titre définitif.

Un décret en conseil d'État détermine les modalités d'application du présent article et notamment les conditions dans lesquelles est diminuée la dotation générale de décentralisation de chaque département ou région ou, à défaut, le produit des impôts affectés au département ou à la région pour compenser les charges nouvelles résultant des transferts de compétences dans les conditions prévues aux articles 94 et 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée.

**TITRE III
DISPOSITIONS DIVERSES**

Art. 21.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les services communs et les services placés sous l'autorité du représentant de l'État, d'une part, du président du conseil général ou régional, d'autre part, et mis à la disposition de l'autre partie, font l'objet d'un partage par accord entre les autorités intéressées.

Cet accord prend la forme d'un avenant à la convention passée entre le représentant de l'État, d'une part, et le président du conseil général ou régional d'autre part, en application des articles 26 et 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée.

Art. 22.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

L'avenant à la convention prévu à l'article précédent est passé dans un délai de trois mois suivant la publication de la présente loi. Il prend effet après son approbation par arrêté du ministre de l'intérieur et de la décentralisation.

A défaut d'accord, un décret détermine les modalités de partage des services et les modalités de fonctionnement de ceux-ci, ainsi que les compléments à l'état mentionné à l'article 3 et à l'annexe mentionnée au troisième alinéa de l'article 13 de la présente loi.

Art. 23.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les conventions prévues aux articles 26 et 73 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée, et modifiées conformément aux dispositions de la présente loi, sont prorogées de plein droit jusqu'à l'intervention de la loi mentionnée à l'article premier de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 précitée et relative à la répartition des ressources entre l'État, les communes, les départements et les régions.

Art. 24.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

L'article 2 de la loi du 2 novembre 1940 relative à l'attribution d'indemnités aux fonctionnaires préfectoraux par les collectivités locales est abrogé.

Art. 25.

(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les dispositions des titres premier et II de la présente loi sont applicables aux services extérieurs de l'État.

Des décrets en conseil d'État préciseront les conditions d'application de ces dispositions et notamment, pour chaque service, la date de leur entrée en vigueur qui ne pourra être postérieure au 31 décembre 1990, ainsi que les périodes de référence correspondantes servant au calcul des dépenses qui font l'objet de la prise en charge par l'État, les départements et les régions.

Art. 25 bis
(Texte de l'Assemblée Nationale)

A la fin du deuxième alinéa de l'article 115 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée, les mots : « jusqu'au 30 septembre 1985 » sont substitués aux mots : « pendant un délai d'un an à compter de l'installation du conseil supérieur de la fonction publique territoriale ».

Art. 25 ter
(Texte de l'Assemblée Nationale)

L'article 119 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée est complété par un paragraphe VI ainsi rédigé :

« VI. — Les adaptations des statuts particuliers des corps de la fonction publique de l'État et des règles statutaires applicables aux agents des collectivités territoriales prévues pour l'application du premier alinéa de l'article 14 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, par le quatrième alinéa de l'article 93 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État et par le paragraphe V du présent article, peuvent autoriser l'accès des fonctionnaires de l'État et des fonctionnaires territoriaux à la hiérarchie des corps et emplois, par voie, selon les cas, de détachement suivi ou non d'intégration, de promotion interne dans les conditions prévues par le 1° et le 2° de l'article 26 de la loi du 11 janvier 1984 ci-dessus mentionnée et de tour extérieur, eu égard aux caractéristiques des corps et emplois concernés. »

Art. 26
(Texte de l'Assemblée Nationale)

Les dispositions de la présente loi ne sont pas applicables à la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon.